



Déclassifié<sup>1</sup>

AS/Soc (2021) PV 10add

24 janvier 2022

Fsocpv10add\_2021

## Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

### Procès-verbal

#### Échange de vues sur « Pour une évaluation des moyens et des dispositifs luttant contre l'exposition des enfants aux contenus pornographiques », tenue de manière hybride le mercredi 1<sup>er</sup> décembre 2021

Dans le cadre de la préparation d'un rapport sur « Pour une évaluation des moyens et des dispositifs luttant contre l'exposition des enfants aux contenus pornographiques » par **M. Dimitri Houbron** (France, ADLE), la commission tient un échange de vues avec la participation de :

- ✓ **M. John Carr**, expert sur la sûreté et la sécurité internet
- ✓ **Mme Julie Miville-Dechêne**, sénatrice, Sénat du Canada
- ✓ **M Iain Corby**, Directeur exécutif, Association de fournisseurs de vérification d'âge (*The Age Verification Providers Association*)

**M. Luís Leite Ramos, président de la commission**, présente brièvement les orateurs et ouvre l'audition.

**M. Houbron** décrit le contexte dans lequel s'inscrit la préparation de son projet de rapport, en particulier en ce qui concerne la Convention de Lanzarote. Le nombre d'enfants exposés à des contenus pornographiques en raison de la pandémie de covid-19 a augmenté. Il faut protéger les mineurs à l'aide de politiques préventives. Il est essentiel de fournir des informations, des conseils et une aide, y compris une assistance technologique telle que le contrôle parental. En France, la plateforme « Je protège mon enfant » a été mise au point pour conseiller les parents. Le plus important est qu'un débat ouvert porte sur cette question.

**M. Carr** rappelle les circonstances de l'élaboration des mesures visant à vérifier l'âge au Royaume-Uni. En 2001-2002, les enfants ont commencé à utiliser des smartphones, ce qui a eu des répercussions négatives sur la possibilité de surveillance des parents. Ils ont aussi commencé à utiliser des cartes de paiement pour jouer. La dépendance des mineurs aux jeux d'argent a commencé à s'amplifier. Le problème a été aggravé par l'absence de solutions techniques pour vérifier l'âge des joueurs. En 2003, un examen a porté sur toutes les formes de jeux d'argent. La nouvelle loi sur les jeux d'argent a rendu la vérification de l'âge obligatoire. Le Royaume-Uni est ainsi devenu le premier pays à introduire la vérification de l'âge en ligne. Toutes les sociétés de jeux en ligne devaient mettre en place des mécanismes efficaces de vérification de l'âge pour obtenir une licence. Une nouvelle loi avait ainsi créé un nouveau marché. Au fil du temps, la technologie s'est perfectionnée. Il est grand temps que le secteur de la pornographie fonctionne de la même manière. Le seul impératif est la volonté politique. L'exposition des enfants à des contenus pornographiques est une violation de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et de la Convention de Lanzarote. La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la liberté d'opinion a estimé qu'il appartenait aux États de limiter l'accès à certains matériels si l'intention est de protéger les enfants. De manière générale, il ne s'agit pas d'interdire la pornographie, mais de protéger les enfants des contenus préjudiciables. La loi adoptée par le Royaume-Uni en 2017 a rendu obligatoire la vérification de l'âge pour avoir accès aux sites pornographiques, mais n'a jamais été appliquée. Un projet de loi sur la sécurité en ligne devait être examiné en mars 2022 avec l'espoir d'être adopté avant la fin de l'année. En d'autres termes, cinq ans se seraient écoulés avant que la nouvelle loi sur la pornographie n'entre en vigueur.

**Mme Miville-Dechêne** souligne que les enfants sont bombardés d'images pornographiques dures et extrêmes, souvent dégradantes pour les femmes et de plus en plus violentes. Le géant de la pornographie *MindGeek*, société mère de *Pornhub*, qui a une devanture à Montréal, affirme que 10 % des Canadiens

<sup>1</sup> Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable lors de sa réunion du 24 janvier 2022, tenue de manière hybride.

utilisent *Pornhub* quotidiennement. Sur ces quatre millions de personnes, on ne connaît pas le nombre d'enfants, car l'accès est libre et sans contrôle. Environ 7 % des filles et 40 % des garçons déclarent avoir vu de la pornographie en ligne ; 28 % des garçons en voient au moins une fois par semaine. La situation s'est dégradée pendant la pandémie de covid-19. Le Centre canadien de protection de l'enfance a constaté que la pornographie nuit au développement cérébral de l'enfant. Elle sert en outre à préparer les enfants aux abus sexuels. Il y a un an environ, Pornhub a été au centre d'un scandale portant sur l'utilisation de matériel non consensuel et pédopornographique. Même après cela, la société n'a pas imposé de vérification obligatoire de l'âge de ses utilisateurs. L'enquête de police sur les activités de *MindGeek* s'est enlisée parce que le gouvernement n'a pas été en mesure de dire s'il s'agissait d'une société canadienne (car les serveurs étaient situés à l'étranger). Entre-temps, la Chambre des communes canadienne a estimé qu'il n'existait pas suffisamment de preuves d'effets négatifs sur les jeunes pour décider de la nécessité de vérifier l'âge des utilisateurs. Elle a préféré proposer d'envisager de renforcer le contrôle parental. Les parents exigent des mesures plus résolues. La réticence à légiférer dans ce domaine est liée aux principes de neutralité du web, de liberté d'expression et de protection de la vie privée. La Charte canadienne des droits et libertés offre une protection très forte de ces principes et une protection insuffisante des enfants. Pour combler cette lacune, Mme Miville-Dechêne a présenté, en 2021, un projet de loi sur la protection des enfants contre l'exposition à la pornographie. Elle a également préconisé une éducation sexuelle qui traite de la question du consentement et des stéréotypes de genre. L'exposition à la pornographie est source d'anxiété, réduit l'estime de soi et développe l'agressivité. La loi a été adoptée en juin 2021, mais en raison des obstacles rencontrés, elle a dû être représentée. Ses opposants estimaient que les moyens proposés portaient atteinte au droit au respect de la vie privée. L'utilisation potentiellement abusive des données à caractère privé était une autre préoccupation. Cela étant, les technologies ont évolué et permettent désormais de vérifier l'âge des personnes sans les identifier. La plupart des parents n'installent pas de filtres et 80 % de ceux qui ont installé un logiciel de contrôle parental ne l'ont jamais activé. Les associations de professionnels de la santé sont de fervents partisans de mesures décisives dans ce domaine. L'adoption de lois et leur mise en œuvre sont des tâches ardues. Le gouvernement devrait considérer cette question comme une priorité. Si le Canada a beaucoup fait pour lutter contre la violence sexuelle, les programmes éducatifs varient énormément en termes de contenu et de qualité. L'éducation ne peut pas résoudre ce problème à elle seule.

**M. Corby** précise que son organisation est une organisation commerciale mondiale qui regroupe 23 fournisseurs de technologie. Ses membres procèdent à des millions de contrôles tous les ans. Cette technologie fonctionne. Le Royaume-Uni joue un rôle de premier plan dans la législation relative à la vérification de l'âge. Un débat animé porte sur le Règlement général européen sur la protection des données. Dans ce contexte, une attention particulière est requise lors du traitement des données relatives aux enfants. Les sites web pornographiques traitent systématiquement les données des visiteurs, quel que soit leur âge, et généralement sans leur demander leur consentement, et ce pour faciliter la commercialisation et la publicité, mais aussi pour sélectionner le contenu qui incitera l'utilisateur à rester plus longtemps sur le site. Il s'agit d'une utilisation abusive des données relatives aux enfants. Une campagne a été menée pour agir contre les sites web pour adultes qui fonctionnent de cette façon. Ce règlement s'applique dans l'ensemble de l'Espace économique européen et doit être respecté par tous les régulateurs de la protection des données. L'application extraterritoriale est un défi majeur et même au sein de l'UE, certains pays font office de refuges hébergeant des sites web pour adultes. La Commission européenne finance un groupe d'universitaires spécialistes des droits de l'enfant et de la protection de la vie privée et de fournisseurs de technologies afin de trouver une solution à l'échelle du continent. Le consortium *euCONSENT* doit mettre sa technologie à l'essai au début de l'année 2022 et la lancer d'ici à l'été 2022. Il vise à garantir une application égale à tous les fournisseurs de services, sur la base de normes claires, ainsi que le respect de la vie privée et la sécurité des utilisateurs. La vérification de l'âge doit se faire de manière proportionnelle. Il existe un large éventail de solutions. L'*euCONSENT* doit être interopérable, avec la possibilité d'une activité en ligne de 4 à 8 heures sans interruption. Il devrait être ouvert, inclusif et non discriminatoire. L'âge devrait être vérifié par des tiers de manière indépendante. Un marché dynamique de la vérification de l'âge devrait exister et faciliter la navigation sur internet. On espère que d'ici quelques années, il sera largement accepté que les utilisateurs doivent prouver qu'ils ont l'âge requis pour profiter des contenus et des services de tous les sites web. La situation actuelle dans le monde en ligne semble étrange ; c'est comme si aujourd'hui on voyait des enfants entrer sans problème dans des casinos ou des clubs de strip-tease. De nouvelles normes, réglementations et certifications internationales devraient faciliter ce changement.

**M. Houbron** demande quelle est l'efficacité des sanctions judiciaires et de la suppression des portails web non conformes.

**M. Leite Ramos** indique qu'il travaille, au sein de son parlement, sur les questions des jeux d'argent et demande quelles sont les meilleures pratiques en matière de vérification de l'âge et de transactions financières en ligne. La pandémie a entraîné une augmentation de diverses pratiques préjudiciables, à l'origine de dommages sociaux économiques importants, avec pour conséquence la ruine de nombreuses familles.

**Mme Miville-Dechêne** répond que deux voies sont possibles pour remédier à l'absence de vérification de l'âge : d'une part, la responsabilité pénale et des amendes, d'autre part, des mesures administratives, telles qu'une ordonnance du tribunal pour bloquer le site web concerné. Des « sites miroirs » pourraient ainsi réapparaître. Techniquement il est possible de régler le problème. L'importance des investissements nécessaires est le principal obstacle. Le contrôle parental est essentiel, mais il n'est pas suffisant en soi. De nombreux parents n'ont pas de connaissances numériques.

**M. Corby** fait observer que l'application de la loi à l'étranger repose sur l'examen des moteurs de recherche, des services de paiement et d'autres services d'appui qui hébergent, facilitent et promeuvent des sites non conformes afin de s'assurer qu'ils respectent la loi. Le contrôle parental n'est pas efficace à 100 %. Il suppose que les parents soient diligents et éduqués. Moins de 60 % des parents utilisent un logiciel de contrôle parental.

**M. Carr** répond que les mécanismes de contrôle parental et les filtres sont une bonne chose, mais qu'ils ont tendance à transférer la responsabilité des éditeurs de pornographie aux parents. Les fournisseurs de contenus pour adultes affirment ne pas vouloir que les enfants aient accès à la pornographie, mais ils ne font rien pour l'empêcher. Les mécanismes de vérification de l'âge permettent d'attribuer la responsabilité aux fournisseurs de contenus. Il est important de « s'attaquer à l'argent ». L'assèchement de la source de revenus et d'autres mesures visant à interrompre l'activité sont des moyens efficaces de contraindre les éditeurs de pornographie à respecter les règles. Il ressort d'un sondage sur la protection de la vie privée réalisé dans huit États membres de l'UE que nombreux sont ceux qui estiment que, de toute façon, la vie privée n'existe plus. Ces personnes pensent aussi que la protection des enfants contre les contenus préjudiciables est plus importante que le respect de la vie privée. En fait, il est possible de protéger les deux.

**Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development**  
**Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable**

Chairperson/Président :

Mr Luís LEITE RAMOS	Portugal
---------------------	----------

Vice-Chairpersons/Vice-Présidents :

Mr John HOWELL	United Kingdom/Royaume-Uni
Ms Edite ESTRELA	Portugal
Mr Andrej HUNKO	Germany/ Allemagne

ZZ...	Albania/Albanie	ZZ...
Mr Pere LÓPEZ	Andorra/Andorre	Ms Mònica BONELL
<b>Mr Armen GEVORGYAN</b>	Armenia/Arménie	Mr Eduard AGHAJANYAN
<b>Mr Franz Leonhard ESSL</b>	Austria/Autriche	Mr Michel REIMON
<b>Mr Stefan SCHENNACH</b>	Austria/Autriche	Ms Doris BURES
<b>Ms Nigar ARPADARAI</b>	Azerbaijan/Azerbaïdjan	Ms Parvin KARIMZADA
<b>Ms Sevinj FATALIYEVA</b>	Azerbaijan/Azerbaïdjan	Ms Konul NURULLAYEVA
Mr Bob De BRABANDERE	Belgium/Belgique	Ms Els van HOOFF
<b>Mr Simon MOUTQUIN</b>	Belgium/Belgique	Ms Latifa GAHOUCHI
<b>Ms Snježana NOVAKOVIĆ BURSAC</b>	Bosnia and Herzegovina/Bosnie-Herzégovine	Mr Amir FAZLIĆ
ZZ...	Bulgaria/Bulgarie	ZZ...
ZZ...	Bulgaria/Bulgarie	ZZ...
<b>Ms Zdravka BUŠIĆ</b>	Croatia/Croatie	Ms Ivanka KEKIN
Ms Christiana EROTKRITOU	Cyprus/Chypre	Mr Constantinos EFSTATHIOU
ZZ...	Czech Republic/République tchèque	Ms Alena GAJDŮŠKOVÁ
Mr Jaroslav KYTÝR	Czech Republic/République tchèque	Mr Jiří STRÝČEK
Ms Katarina AMMITZBØLL	Denmark/Danemark	<b>Mr Kim VALENTIN</b>
Mr Urmas REITELMANN	Estonia/Estonie	Ms Vilja TOOMAST
Ms Minna REIJONEN	Finland/Finlande	Ms Tarja FILATOV
Ms Jennifer DE TEMMERMAN	France	<b>Mr Dimitri HOUBRON</b>
Mr Bruno FUCHS	France	<b>Ms Martine WONNER</b>
<b>Mr Alain MILON</b>	France	Mr Christian KLINGER
<b>Ms Laurence TRASTOUR-ISNART</b>	France	Mr Pierre MOREL-À-L'HUISSIER
<b>Ms Mariam LASHKHI</b>	Georgia/Géorgie	Mr Fridon INJIA
Ms Sybille BENNING	Germany/Allemagne	Mr Josef RIEF
<b>Mr Andrej HUNKO</b>	Germany/Allemagne	Ms Bela BACH
Mr Matern von MARSCHALL	Germany/Allemagne	Mr Christian PETRY
Mr Ulrich OEHME	Germany/Allemagne	Mr Christoph HOFFMANN
Mr Sokratis FAMELLOS	Greece/Grèce	Mr Kyriakos VELOPOULOS
Ms Nina KASIMATI	Greece/Grèce	Ms Foteini PIPILI
Ms Mónica BARTOS	Hungary/Hongrie	Mr Jenő MANNINGER
Mr Róbert DUDÁS	Hungary/Hongrie	Ms Zita GURMAI
Mr Bergþór ÓLASON	Iceland/Islande	Mr Birgir THÓRARINSSON
<b>Mr Joseph O'REILLY</b>	Ireland/Irlande	Ms Lynn BOYLAN
Mr Fabio DI MICCO	Italy/Italie	Mr Gianluca PERILLI
<b>Mr Emilio FLORIS</b>	Italy/Italie	Ms Maria RIZZOTTI
Mr Gaspare Antonio MARINELLO	Italy/Italie	Ms Barbara GUIDOLIN
Mr Gianfranco RUFA	Italy/Italie	Mr Manuel VESCOVI

Mr Uldis BUDRIKIS	Latvia/Lettonie	Mr Edgars TAVARS
Ms Franziska HOOP	Liechtenstein	Mr Peter FRICK
Mr Gintautas PALUCKAS	Lithuania/Lituanie	<b>Mr Kęstutis MASIULIS</b>
<b>Ms Françoise HETTO-GAASCH</b>	Luxembourg	<b>Mr Paul GALLES</b>
Mr Ian CASTALDI PARIS	Malta/Malte	Ms Miriam DALLI
Mr Ion GROZA	Republic of Moldova/République de Moldova	Ms Reghina ȂPOSTOLOVA
<b>Mr José BADIA</b>	Monaco/Monaco	Ms Béatrice FRESKO-ROLFO
Mr Miloš KONATAR	Montenegro/Monténégro	ZZ...
<b>Ms Reina de BRUIJN-WEZEMAN</b>	Netherlands/Pays-Bas	Mr Bob van PAREREN
Ms Ria OOMEN-RUIJTEN	Netherlands/Pays-Bas	ZZ...
Ms Artina QAZIMI	North Macedonia/Macédoine du Nord	Mr Vlado MISAJLOVSKI
Ms Lisa Marie Ness KLUNGLAND	Norway/Norvège	Ms Kirsti BERGSTØ
<b>Ms Danuta JAZŁOWIECKA</b>	Poland/Pologne	Mr Tomasz LATOS
Mr Bolesław PIECHA	Poland/Pologne	Mr Zbigniew GIRZYŃSKI
Mr Andrzej SZEJNA	Poland/Pologne	ZZ...
<b>Ms Edite ESTRELA</b>	Portugal	<b>Mr Pedro CEGONHO</b>
<b>Mr Luís LEITE RAMOS</b>	Portugal	Ms Jamila MADEIRA
Mr Viorel Riceard BADEA	Romania/Roumanie	Mr Cristian-Augustin NICULESCU-ȚĂGÂRLAȘ
Mr Andi-Lucian CRISTEA	Romania/Roumanie	Mr Ion PRIOTEASA
Ms Diana STOICA	Romania/Roumanie	Mr Iulian BULAI
<b>Mr Oleg ALEKSEEV</b>	Russian Federation/Fédération de Russie	Mr Denis GUSEV
<b>Ms Alfiia KOGOGINA</b>	Russian Federation/Fédération de Russie	Ms Oksana PUSHKINA
<b>Mr Vladimir KRUGLYI</b>	Russian Federation/Fédération de Russie	Mr Iaroslav NILOV
<b>Mr Sergei PAKHOMOV</b>	Russian Federation/Fédération de Russie	Mr Alexandr PROKOPIEV
Ms Marica MONTEMAGGI	San Marino/Saint-Marin	Mr Marco NICOLINI
Mr Enis IMAMOVIĆ	Serbia/Serbie	Mr Milan RADIN
<b>Mr Zoran TOMIĆ</b>	Serbia/Serbie	Mr Gojko PALALIĆ
Mme Anna ZÁBORSKÁ	Slovak Republic/République slovaque	Mr Juraj ŠELIGA
Ms Andreja ZABRET	Slovenia/Slovénie	Ms Suzana LEP ŠIMENKO
Mr Antón GÓMEZ-REINO	Spain/Espagne	Ms María Teresa JIMÉNEZ-BECERRIL
<b>Ms Carmen LEYTE</b>	Spain/Espagne	Mr Antonio GUTIÉRREZ LIMONES
Ms Susana SUMELZO	Spain/Espagne	<b>Ms Esther PEÑA</b>
Mr Alexander CHRISTIANSSON	Sweden/Suède	Mr Ola MÖLLER
<b>Ms Carina OHLSSON</b>	Sweden/Suède	ZZ...
<b>Ms Sibel ARSLAN</b>	Switzerland/Suisse	<b>Mr Pierre-Alain FRIDEZ</b>
<b>Mr Jean-Pierre GRIN</b>	Switzerland/Suisse	Ms Ada MARRA
Ms Emine Nur GÜNAY	Turkey/Turquie	Mr Mehmet Mehdi EKER
Mr Halil ÖZŞAVLI	Turkey/Turquie	Ms Sena Nur ÇELİK
Mr Hişyar ÖZSOY	Turkey/Turquie	Ms Felekna UCA
<b>Ms Selin SAYEK BÖKE</b>	Turkey/Turquie	Mr Haluk KOÇ
<b>Ms Olena KHOMENKO</b>	Ukraine	Ms Larysa BILOZIR
<b>Ms Yuliia OVCHYNNYKOVA</b>	Ukraine	Mr Andrii LOPUSHANSKYI
Mr Artem DUBNOV	Ukraine	Ms Lesia ZABURANNA
Mr Richard BACON	United Kingdom/Royaume-Uni	Mr Duncan BAKER
Mr Geraint DAVIES	United Kingdom/Royaume-Uni	Mr Steve DOUBLE
Mr John HOWELL	United Kingdom/Royaume-Uni	Mr Mark FLETCHER
Baroness Doreen E. MASSEY	United Kingdom/Royaume-Uni	Ms Ruth JONES

**EMBASSIES/PERMANENT REPRESENTATIONS AND DELEGATIONS**  
**AMBASSADES/REPRÉSENTATIONS ET DÉLÉGATIONS PERMANENTES**

Ms/Mme Liudmyla Protasenko, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Ukraine to the Council of Europe/*Adjointe au Représentant Permanent, Représentation permanente de l'Ukraine auprès du Conseil de l'Europe*

**SECRETARIAT OF DELEGATION OR OF POLITICAL GROUP /**  
**SECRÉTARIAT DE DÉLÉGATION OU DE GROUPE POLITIQUE**

Ms/Mme Karine Shimshiryan, Delegation Secretary, Armenian delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation arménienne auprès de l'APCE*

Ms/Mme Adisa Fišić-Barukčija Delegation Secretary, delegation of Bosnia and Herzegovina to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation de la Bosnie-Herzégovine auprès de l'APCE*

Ms/Mme Martina Petek-Stupar, Delegation Secretary, Croatian delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, Délégation croate auprès de l'APCE*

Ms/Mme Elena Persiani, International Relations Officer, Cypriot delegation to PACE/*Officier de relations internationales, Délégation chypriote auprès de l'APCE*

Ms/Mme Kamilla Kjølgaard, Delegation Secretary, Danish delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, Délégation danoise auprès de l'APCE*

Ms/Mme Kristina Funk, Delegation Secretary, Estonian delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation estonienne auprès de l'APCE*

Mr/M. Michael Hilger, Permanent Secretariat, German delegation to PACE/*Secrétariat permanent, délégation allemande auprès de l'APCE*

Ms/Mme Evangelia Spanoudaki, Greek delegation to PACE/*Délégation grecque auprès de l'APCE*

Ms/Mme Dorthe Bakke, Delegation Secretary, Norwegian delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation norvégienne auprès de l'APCE*

Ms/Mme Ana Guapo, Delegation Secretary, Portugese delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation de Portugal auprès de l'APCE*

Mr/M. Razvan Tanase, Delegation Secretary, Romanian delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation de la Roumanie auprès de l'APCE*

Mr/M. Pavel Ermoshin, Delegation Secretary, Russian delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation russe auprès de l'APCE*

Ms/Mme Maria Nikulina, Delegation Secretary, Russian delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation russe auprès de l'APCE*

Mr/M. Alexander Tarasov, Delegation Secretary, Russian delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation russe auprès de l'APCE*

Ms/Mme Johanna Ingvarsson, International Advisor, Swedish delegation to PACE/*Conseillère internationale, délégation suédoise auprès de l'APCE*

Ms/Mme Arda Ozansoy, Delegation Secretary, Turkish delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation turque auprès de l'APCE*

Mr/M. Yaron Gamburg, Delegation Secretary, Israeli delegation to PACE/*Secrétaire de délégation, délégation israélienne auprès de l'APCE*

Ms/Mme Maria Bigday, Secretary of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE)/*Secrétaire de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE)*

Ms/Mme Francesca Arbogast, Secretary of the Socialists, Democrats and Greens Group (SOC)/*Secrétaire du Groupe des socialistes, démocrates et verts (SOC)*

Ms/Mme Anna Kolotova, Secretary of the Group of the Unified European Left (UEL)/*Secrétaire du Groupe pour la gauche unitaire européenne (GUE)*

Ms/Mme Marianna Ntalla, Assistant, Socialists, Democrats and Greens Group (SOC)/*Assistante, Groupe des socialistes, démocrates et verts (SOC)*

Ms/Mme Natalia Odzimkowska, Secretary of the European People's Party Group (EPP/CD)/*Secrétaire du Groupe du Parti populaire européen (PPE/ DC)*

Ms/Mme Denise O'Hara, Secretary of the Group of the European People's Party (EPP/CD)/*Secrétaire du Groupe du parti populaire européen (PPE/DC)*

### **EXPERTS/EXPERT(E)S**

Mr/M. John Carr, expert on internet safety and security (United Kingdom)/*expert sur la sûreté et la sécurité internet (Royaume-Uni)*

Ms/Mme Julie Miville-Dechêne, Senator, Senate of Canada/*sénatrice, Sénat du Canada*

Mr/M. Iain Corby, Executive Director, The Age Verification Providers Association (United Kingdom)/*Directeur exécutif, Association de fournisseurs de vérification d'âge (Royaume-Uni)*

### **OTHER PARTICIPANTS/AUTRES PARTICIPANT.E.S**

Ms/Mme Becky Burgess, The Age Verification Providers Association (United Kingdom)/*Association de fournisseurs de vérification d'âge (Royaume-Uni)*

Mr/M. George Billinge, The Age Verification Providers Association (United Kingdom)/*Association de fournisseurs de vérification d'âge (Royaume-Uni)*

Ms/Mme Bénédicte Colin, collaborator, Federation of Catholic Family Associations in Europe/*collaboratrice, Fédération des Associations Familiales Catholiques (FAFCE)*

### **COUNCIL OF EUROPE STAFF/SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms/Mme Charlotte Altenhöner-Dion, Advisor, Office of the Commissioner for Human Rights/*Conseillère, Bureau du Commissaire aux droits de l'homme*

Ms/Mme Natalia Zaytseva, Human Rights Directorate, Bioethics Unit/*Direction des Droits de l'Homme, Unité de Bioéthique*

Ms/Mme Greta Faieta, Trainee, Children's Rights Policies and Co-operation/*Stagiaire, Politique des droits des enfants et coopération*

### **SECRETARIAT OF THE PARLIAMENTARY ASSEMBLY / SECRÉTARIAT DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE**

Ms/Mme Marja Ruotanen, Director of Committees, Directorate II - Human Dignity and Sustainable Development/*Directrice des commissions, Direction II - Dignité humaine et développement durable*

Mr/M. Angus MacDonald, Administrative Officer, Communication Division/*Administrateur, Division de la communication*

Ms/Mme Nathalie Bargellini, Principal Administrative Assistant/*Assistante administrative principale, Communication Division/Division de la communication*

### **Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable**

Ms/Mme Tanja Kleinsorge ..... Head of the Secretariat/*Cheffe du Secrétariat*  
Ms/Mme Aiste Ramanauskaite ..... Secretary to the Committee/*Secrétaire de la commission*  
Ms/Mme Yulia Pererva ..... Secretary to the Committee/*Secrétaire de la commission*  
Ms/Mme Anita Gholami ..... Co-Secretary/ *Co-Secrétaire*  
Mr/M. Guillaume Parent ..... Co-Secretary/ *Co-Secrétaire*  
Ms/Mme Prisca Barthel ..... Europe Prize section/*Section Prix de l'Europe*  
Ms/Mme Melissa Charbonnel ..... Principal Assistant/*Assistante Principale*  
Mr/M. Arturs Mietulis ..... Trainee/*Stagiaire*